

Le PTB tel qu'il est et le PTB tel qu'il

On connaît le profil social présenté par le parti, à travers son combat pour le pouvoir d'achat notamment. On connaît moins d'autres fondamentaux du PTB, toujours marxiste et révolutionnaire, même si Mao et Staline ne sont plus en grâce. Plongée au cœur de l'extrême gauche belge.

MARTINE DUBUISSON

Le PTB, on connaît. Ou on croit connaître. Ses propositions socio-économiques : pension à 1.500 euros, retraite à 65 ans, salaire minimum à 14 euros de l'heure, TVA à 6 % sur le gaz et l'électricité, limitation à 1,4 euro du prix du litre de carburant, fonds blouses blanches, taxe des millionnaires, etc. Mais pour le reste, que sait-on vraiment des positionnements du Parti du travail de Belgique ? L'actualité récente (guerre russe en Ukraine, situation des Ouïgours en Chine, négociations gouvernementales...) a laissé entrevoir d'autres points de vue (volontairement) moins affichés. Ou moins clairement.

Que pense donc réellement le PTB de la participation au pouvoir, de la démocratie parlementaire, des patrons ou de l'avenir de la Belgique ? Et des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie ou de la Corée du Nord ? Quel est son projet ultime de société ? Nous avons examiné les textes des derniers congrès du parti et son site internet, interrogé son président, des militants ainsi que le politologue Pascal Delwit (ULB), spécialiste du PTB, pour tenter de répondre. A travers quelques mots-clés (lire ci-dessous). Mais, d'abord, à travers l'évolution idéologico-médiatique du parti.

« Ecouter les spécialistes en propagande »

Né en 1979 comme parti maoïste, le PTB a longtemps affiché sa ligne « authentiquement marxiste-léniniste » (répétée par exemple dans une résolution de 1999). Ligne qui, précisait-on

alors, « a été élaborée par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-Toung », selon le « carnet de travail de l'adhérent » cité par Pascal Delwit dans son livre *PTB, nouvelle gauche, vieille recette* (éd. Luc Pire, 2014).

A cette époque, on convoque donc Staline et Mao sans complexe. On affiche *urbi et orbi* son profil marxiste-léniniste... et l'on végète autour de 0,5-1 % aux élections.

Au tournant des années 2000, le parti réfléchit dès lors à améliorer sa com et son image. Décidant d'écouter ses spécialistes en « propagande, agitation et marketing », il mettra dorénavant des « visages reconnaissables » du parti en avant ; adaptera davantage son discours à « l'interlocuteur et au contexte » ; n'hésitera pas à cibler PS, Ecolo et le PC ; utilisera les maisons médicales Médecine pour le peuple comme outils de « recrutement massif » ; et passera sous silence certains combats jugés peu porteurs.

Ainsi, si « pendant longtemps, le PTB a eu un antiracisme militant, plaidant pour les frontières ouvertes », illustre Pascal Delwit, « aujourd'hui, conscient des réflexes xénophobes, il ne parle plus du tout de frontières ouvertes et prône plutôt un accueil ouvert aux migrations et la lutte contre les discriminations. Tout en restant actif sur le terrain, mais sans publicité. »

L'interne et l'externe

Les choses ne s'arrangent pas pour autant sur le plan électoral. En 2003, le parti est même « KO », reconnaît-il sur



« Le capitalisme est un malade incurable »

Pour son premier passage à la RTBF, Raoul Hedebouw, 18 ans, avait présenté ainsi sa vision des patrons : « C'est des salauds ! » « C'était une expression spontanée de colère, car ma mère s'était fait licencier illégalement », contextualise-t-il. Aujourd'hui, l'expression s'est lissée. Et, comme les militants distinguent « petits entrepreneurs » et « patrons de multinationales » parfois qualifiés, eux, de « voleurs de la richesse produite par les ouvriers », le président porte désormais « un jugement économique plutôt que moral, contre les lois du capitalisme ». « Ayant appris à connaître la réalité des PME, des indépendants », il vise à présent « le grand patronat ». Et s'il utilise encore le mot « salaud », c'est contre le « système du grand actionariat ». Car pour le PTB, « le capitalisme est un malade incurable » (congrès de 2021) et « les investissements publics ne servent actuellement qu'à sauver les grands monopoles ». Voyant la société divisée en deux camps « irrémédiablement ennemis »,

ceux qui détiennent les moyens de production et ceux qui vendent leur force de travail, il n'y a pour lui qu'une seule voie : le socialisme (adapté « à notre réalité », pas copié sur un modèle étranger). Dans lequel les moyens de production de base ne pourraient plus relever de la propriété (privée). Les congrès de 2008, 2015 et 2021 précisent : « Nous voulons la propriété sociale des grands moyens de production. Cela signifie que les grandes entreprises, les grandes exploitations agricoles, l'agro-business, les moyens de communication et de transport doivent être mis en propriété collective » – aux mains de l'Etat, de coopératives... Même chose pour les secteurs bancaire ou énergétique. Mais cela ne concerne « pas les petits indépendants », précise Hedebouw. Une vision reprise dans le plan « public-public », titré « red five », qui veut encore « garantir l'accès au logement, aux soins de santé et au développement numérique ». M.A.D.

« La révolution en marchant » plutôt que le gouvernement

Pour arriver au socialisme 2.0, le PTB ne croit guère à la voie parlementaire ou gouvernementale. Il croit à la révolution en marchant. En 1999, le document de formation des adhérents explique : « La démocratie bourgeoise, le Parlement et le gouvernement, tout cela n'est qu'un jeu de marionnettes entre les mains de la bourgeoisie. » C'est « par la lutte » qu'on avance. Donc si le parti participe aux élections, c'est surtout « pour faire passer quelques idées anticapitalistes dans la masse » ; mais « seules l'insurrection populaire et la révolution socialiste peuvent mettre fin à ce système barbare », dit le président Ludo Martens en 2000. La « fidélité à la voie révolutionnaire » étant réaffirmée en 2011. Aujourd'hui, la participation au pouvoir n'est toujours guère à l'ordre du jour. Sauf dans les communes, mais ni en Régions ni au fédéral. « L'objectif est d'abord le développement du parti sur la base de la lutte des classes », confirme Pascal Delwit. De fait, le PTB veut

avant tout « mobiliser » et « conscientiser », en répétant que c'est « la classe ouvrière qui produit et crée la richesse ». « Le pouvoir en Belgique est concentré dans les états-majors de quelques multinationales. Il faut donc des mesures politiques qui permettent de reprendre ce pouvoir, ce qui ne se fera pas du jour au lendemain », argumente Raoul Hedebouw. « Cela doit se faire au Parlement et par la lutte extra-parlementaire, la mobilisation. Il faut une conscience du peuple vers où aller, et cela prend du temps. » Changer les mentalités avant de gouverner, donc. « On doit être assez fort pour avoir un rapport de force permettant une rupture », opine le président. Quand le PTB sera-t-il donc prêt à monter dans un gouvernement fédéral ou régional ? « Je ne sais vraiment pas répondre. Ça ne va pas être facile », admet-il. Autant dire que ce n'est pas pour 2024 ? Raoul Hedebouw refuse de dire cela : « Deux ans en politique, c'est long... Et la classe travailleuse

commence à retrouver confiance en elle, la crise a démontré l'importance des métiers essentiels. » Mais à ce stade, lui et ses militants jugent que c'est depuis l'opposition et la rue qu'ils peuvent obtenir des « victoires partielles : TVA à 6 %, pension à 1.500 euros, le fonds blouses blanches de un milliard. En étant au gouvernement, on se verrait aussi imposer des mesures anti-sociales, comme la norme salariale, c'est ça le problème. » Mais il promet : dans la société socialiste, il y aurait toujours un Parlement, pas de parti unique ni de salaires uniformisés (mais plafonnés, « dans un rapport de 1 à 4 maximum »). Que pense la base de tout cela ? Elle partage. Comme Marco, 51 ans, couvreur, rencontré à la manif pour le pouvoir d'achat à La Louvière, le 13 mai : « Il faut changer le système d'en bas. C'est nous, les ouvriers, qui créons la richesse avec notre travail. Il faut le rappeler dans la rue, conscientiser les travailleurs, un peu endor-

mis par le capitalisme qui est une force cannibale. La révolution se fait en marchant, pas à pas. » « C'est par la rue, par la pression de la base que les changements interviennent », embraie Luc (55 ans), responsable administratif dans une maison médicale, « pas dans les arcanes sénatoriaux, même si cela prend plus de temps. On a encore beaucoup de travail pour conscientiser les gens au fait qu'un autre monde est possible sans le capitalisme. » Même Andy, 25 ans, une formation en sciences PO, partage cette vision à long terme : « La lutte est la bonne méthode et ce n'est pas si lent que ça. On ne va pas entrer dans une coalition pour obtenir de micro-concessions. Il faut un programme de rupture ». Car pas question de « mener des politiques libérales comme le PS », ponctuent les députés wallons Antoine Hermant et Amandine Pavet. Qui n'hésitent pas à juger le gouvernement wallon « totalement à la botte des multinationales ». M.A.D.